



17 octobre 1961- 17 octobre 2011 50^{ème} Anniversaire - *Vérité et Justice*

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre feu discriminatoire qui leur avait été imposé par Maurice Papon, Préfet de police de Paris. Ils défendaient leur droit à l'égalité, leur droit à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce jour-là, et les jours qui suivirent, des milliers de ces manifestants furent arrêtés, emprisonnés, torturés ou, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie. Des centaines perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrêmes des forces de police.

50 ans après, la Vérité est en marche. Cependant, la France n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans les guerres coloniales qu'elle a menées, - en particulier la Guerre d'Algérie - non plus que dans le cortège de drames et d'horreurs qu'elles ont entraînés, comme ce crime d'Etat que constitue le 17 octobre 1961. Certains osent encore aujourd'hui continuer à parler des "bienfaits de la colonisation", célébrer le putsch des généraux à Alger contre la République et le pouvoir encourage les nostalgiques de l'Algérie Française et de l'OAS.

La "*Fondation pour la mémoire de la Guerre d'Algérie*", dotée de plus de 7 millions d'euros, créée en application de l'article 3 (dont l'abrogation est demandée sous sa forme actuelle) de la loi du 23 février 2005 vantant les "aspects positifs de la colonisation" est sous la coupe d'associations nostalgiques qui voudraient pouvoir exiger des historiens qu'ils se plient à la mémoire de "certains" témoins. Pour être fidèles à leur mission scientifique, les historiens ont besoin de pouvoir accéder librement aux archives, échapper aux contrôles des pouvoirs ou des groupes de pression et travailler ensemble, avec leurs homologues des deux rives de la Méditerranée. La vérité doit être dite sur l'organisation criminelle de l'OAS que certains, au sein même du parti du Président de la République, cherchent à réhabiliter. Ce n'est qu'à ce prix que pourra disparaître la séquelle la plus grave de la guerre d'Algérie, à savoir le racisme dont sont victimes aujourd'hui nombre de citoyens ou de ressortissants d'origine maghrébine ou des anciennes colonies, y compris sous la forme de violences policières récurrentes, parfois meurtrières.

On ne construit pas la démocratie sur des mensonges et des occultations. 50 ans après, il est temps :

- ◆ que les plus hautes Autorités de la République reconnaissent les massacres commis par la Police Parisienne le 17 octobre 1961 et les jours suivants, comme un crime d'Etat.
- ◆ que la Fondation pour la Mémoire de la Guerre d'Algérie soit refondée sur des bases totalement différentes.
- ◆ que la liberté d'accès aux archives soit effective pour tous, historiens et citoyens.
- ◆ que la recherche historique sur ces questions soit encouragée, dans un cadre franco-algérien, international et indépendant.

Premières signatures au 17 octobre 2011 – 9h

Associations : 17 octobre contre l'oubli, 4ACG (*Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis Contre la Guerre*), ACB (Association de Culture Berbère), ACCA (Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui), Act Up-Paris, ACU (Association des communistes unitaires), AFASPA (Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique), AHDH (Association Harkis Droits de l'Homme), AMF (Association des Marocains en France), ANECR (association nationale des élus communistes et républicains), ANPNPA (Association Nationale des Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis), ANPROMOVO (Association nationale pour la protection de la mémoire des victimes de l'OAS), APCV (Agence de Promotion des Cultures et du Voyage), ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants), Association Rennes-Sétif, Association Maurice Audin, ASSAF, ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins en France) et ATMF-75, ATS (Amis de Tribune Socialiste), Au Nom de la Mémoire, Bellacio, CAPJPO- EuroPalestine, CCIPPP (Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien), CIMADE, CNAFAL (Conseil National des Associations Familiales Laïques), Collectif DAJA, Collectif "D'ailleurs nous sommes d'ici", Collectif Réseaux Intervention Réflexion Quartier Populaire, Comité Mumia Abu Jamal de Saint-Denis, Compagnie Jolie Môme, Coup de Soleil, FNACA - Paris (Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie), Forum France Algérie, Génériques, GISTI (Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés), Ici on noie les Algériens, IFE/EIF (Initiative Féministe Européenne), INTER-CO (Inter collectif de soutien des luttes des peuples du monde arabe), La Parole Errante, Le 93 au Cœur de la République, Le Maghreb des Films, LDH (Ligue des Droits de l'Homme), Les Oranges, Les Amis de Max Marchand de Mouloud Feraoun et de leurs Compagnons, Manifeste des Libertés, Mémoire à Vif, Mémorial 98, MIR (Maison Internationale de Rennes), Mouvement de la Paix, MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), Orléans Loiret Palestine, Per à Pace (pour la paix) [association corse], Planet DZ, Politis, Réfractaires Non-Violents à la Guerre d'Algérie, Ruptures (Réseau féministe), Sortir du Colonialisme, SOS Racisme, Survie, UAVJ (Une autre voix juive), UJFP (Union juive française pour la paix), ...

Syndicats : CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail), CGT (Confédération Générale du Travail), CGT-URIF (Union Régionale Ile de France de la Confédération Générale du Travail), CNT (Confédération nationale du travail), FIDL (Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne), FSU (Fédération Syndicale Unitaire), Fédération SUD Education, SE (Syndicat des Enseignants) SM (Syndicat de la Magistrature), Solidaires (Union syndicale Solidaires), Sud PTT, UNEF (Union Nationale des Etudiants de France), UNL (Union Nationale Lycéenne), UNSA...

Organisations Politiques : ACDA (Agir pour le Changement Démocratique en Algérie), Alternative Libertaire, les Alternatifs, CCA (Cercle Communiste d'Alsace), EELV-Paris (Europe Écologie Les Verts), FASE (Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique), MJCF (Mouvement des Jeunes Communistes de Français), NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), PCF (Parti Communiste Français), PG (Parti de Gauche), PIR (Parti des Indigènes de la République)